

Chronique de la gauche de gauche

La gauche de gauche en Europe

Jusqu'ici, et s'agissant principalement de la situation en France, la référence à la gauche de la gauche a servi à délimiter un espace qui regroupe les formations et groupes politiques à la gauche du parti socialiste. Il va de soi que la pertinence d'une telle définition peut être interrogée. Si on veut, comme on tentera de le faire dans cet article, étendre la réflexion à l'Europe, ou même seulement à l'Union européenne, la difficulté est bien plus grande. La notion de gauche devient considérablement plus floue. De plus, pour des raisons historiques propres à chaque pays, les partis qu'on serait tenté de comparer au parti socialiste français n'occupent pas en général le même espace politique que celui-ci. Même le label prête à confusion : aux Pays-Bas par exemple, le parti socialiste fait partie de la gauche radicale et se distingue nettement du parti du travail, social-démocrate. Au Portugal, le parti social-démocrate siège avec l'UMP au sein du Parti populaire européen. L'exemple allemand en fournit une illustration encore différente : le parti social-démocrate ne se dit pas en effet de gauche mais du centre. On proposera donc d'autres points de repère, plus directement en prise avec l'activité concrète des forces que l'on situera « à gauche de la gauche » au niveau européen.

LOUIS WEBER

Faute d'une étude exhaustive qui dépasserait le cadre de cet article, on peut tenter d'identifier les forces antilibérales en Europe de deux manières. La première, ce sont les alliances nouées au niveau européen et notamment au Parlement européen. Mais, par définition, ce critère ne retient que certains des partis politiques concernés. Il faut d'abord

1. La référence à des partis politiques européens est apparue dans le traité de Maastricht en 1992. Mais ce n'est qu'après le traité de Nice en 2000 que leur rôle a été précisé et les conditions de leur reconnaissance fixées. Diverses élections internes au Parlement européen sont censées tenir compte de l'équilibre entre les partis représentés. Les partis reconnus sont aussi financés par l'Union européenne. C'est le cas aujourd'hui pour une dizaine d'entre eux. Ce sont en fait des fédérations de partis nationaux, à l'exception notable des Verts, dont la structure est beaucoup plus intégrée.
2. Ses membres sont l'ex-Ligue communiste révolutionnaire française, le Bloc de gauche du Portugal, le Scottish Socialist party (SSP) d'Écosse, Izquierda unidad d'Espagne, la Gauche anticapitaliste d'Espagne, Esquerra unida i alternativa de Catalogne, le Socialist workers party, Respect et le Socialist Party d'Angleterre et du Pays de Galles, la Gauche du Luxembourg, le parti de la Liberté et de la solidarité de Turquie, Solidarités de Suisse.
3. Certains de ces députés, notamment dans les pays scandinaves, préfèrent cependant adhérer au groupe des Verts.
4. C'est ainsi que le site de GUE/NGL désigne de façon générique ses membres. <http://www.guengl.eu/showPage.jsp?ID=57>

être en situation (et vouloir) présenter des listes identifiables aux élections européennes. Et ensuite avoir des élus, ce qui est autrement plus difficile dans les pays, dont la France, où l'élection est certes à la proportionnelle mais avec un seuil de 4 ou 5 %. Ce seuil fonctionne comme un couperet pour les « petites listes », surtout si elles sont dispersées. Le Parti de la gauche européenne¹, créé en 2004, permet de retrouver la plupart des courants précédents mais aussi ceux qui n'ont pas de députés européens ou dont les pays ne sont pas (encore) membres de l'Union européenne. La Gauche anticapitaliste européenne (GACE) est un autre réseau de partis politiques européens, plus lâche. L'activité principale a été jusqu'ici une conférence annuelle pour organiser des « campagnes » au niveau européen. Ce réseau a beaucoup d'adhérents communs avec le Parti de la gauche européenne².

Un second repère possible est la participation aux mobilisations européennes, plus particulièrement aux Forums sociaux européens. Cet ensemble recoupe le précédent mais inclut en plus divers réseaux et mouvements citoyens. Ce critère a lui aussi ses limites, notamment parce que les partis politiques sont souvent laissés en marge de ces forums et que leurs militants y sont à d'autres titres que leur appartenance à un parti, ce qui les rend moins visibles comme militants politiques. Dans cet article, on s'en tiendra aux groupes gravitant autour du Parlement européen.

Les députés européens se reconnaissant dans la gauche antilibérale sont en général membres du groupe confédéral de la gauche unie européenne/gauche verte nordique³ (GUE/NGL). Un très bref historique du groupe montre cependant le caractère mouvant et très sensible au contexte politique de cette assignation. Pendant les deux premières législatures après l'introduction du suffrage universel en 1979, les « diverses forces de gauche non socialiste⁴ » siégeaient ensemble dans le groupe « Communistes et alliés », essentiellement les communistes italiens (une trentaine) et français (une dizaine). La mue du Parti communiste italien lui a fait créer un groupe distinct en 1989, la Gauche unifiée européenne, avec la Gauche unie espagnole et deux petits partis danois et grec. Ce clivage ressemblait fort à celui qui avait suscité puis enterré l'eurocommunisme une

dizaine d'années plus tôt. Les communistes français restaient en effet alors très réticents à l'égard de la construction européenne, malgré l'ouverture voulue par leur chef de file d'alors au Parlement européen, Philippe Herzog. Ce furent les « années noires », pour reprendre l'expression du président actuel du groupe, Francis Wurtz, avec un groupe minuscule et, par conséquent, très peu de moyens concrets pour agir.

Paradoxalement, c'est le départ des Italiens du Parti communiste italien devenu Parti démocratique de la gauche en 1991 vers le Parti socialiste européen (et bien sûr les changements importants chez les communistes français dans la perception des enjeux européens et de la façon d'y faire face) qui allait permettre de rassembler une nouvelle fois toutes les composantes de « la gauche non socialiste. » Se crée donc, en 1994, le Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne (GUE) avec la Gauche unitaire espagnole, le Parti communiste français, la Refondation communiste italienne, le Parti communiste portugais, le Parti communiste et le Synaspismos grecs. On en revient au schéma d'avant la « scission » de la législature précédente. Les effectifs restaient cependant modestes (28), bien moins qu'en 1984 (41 membres), malgré l'augmentation du nombre de députés européens après l'adhésion de l'Espagne et du Portugal dans les années 1980.

L'élargissement aux pays nordiques et à l'Autriche en janvier 1995 allait permettre de renforcer le groupe avec le Parti de la gauche suédoise (VP) et l'Alliance de la gauche finlandaise (Vas). Ces partis suédois et finlandais sont en fait les anciens partis communistes de ces pays, qui ont changé de nom, comme l'ont fait d'autres partis européens après la chute du mur de Berlin. Dans le même temps, le Parti populaire socialiste danois (SF), résultant d'une scission déjà ancienne du Parti communiste danois, a rejoint le groupe et, avec les partis suédois et finlandais, a formé la Gauche verte nordique (NGL) à l'intérieur du groupe. La seule députée de ce parti danois élue en 2004 siège aujourd'hui avec les Verts. Le groupe a été rebaptisé Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne-Gauche verte nordique.

Après les élections européennes de 1999, le groupe s'est élargi au Parti du socialisme démocratique allemand,

jusqu' alors membre associé. Il a également accueilli les 5 députés européens élus sur la liste LO-LCR en France comme membres associés. À partir de 2004, le groupe compte 41 membres, venant de 17 partis différents de 13 pays membres.

Partis politiques membres du groupe GUE/NGL (législature 2004-2009)		
Allemagne Die Linke	Chypre Progressive Party of Working People (AKEL)	Espagne Izquierda Unida (IU)
Finlande Vasemmistoliitto (VAS)	France Parti communiste français (PCF) Rassemblement Démocratique pour la Martinique	Grèce Kommunistiko Komma Elladas (KKE)
Grèce Synaspismos	Irlande Sinn Féin	Italie Partito dei Comunisti Italiani (PdCI) Partito della Rifondazione Comunista (PRC)
Portugal Partido Comunista Português (PCP)	Pays-Bas Socialistische Partij (SP)	République tchèque Komunistická strana Čech a Moravy (KSCM)
Suède Vänsterpartiet (V)		

5. Voir : <http://www.folkebevaegelsen.dk/spip.php?article636>. Le mouvement veut en fait le retour dans l'Association européenne de libre-échange (AELE), créée en 1960 autour de la Grande-Bretagne pour contrebalancer la Communauté européenne. L'AELE a perdu progressivement tous ses membres, à l'exception (jusqu'ici) de l'Islande, de la Suisse, de la Norvège et... du Liechtenstein.

L'unique député du *Folkebevaegelsen mod EU* du Danemark est membre associé de GUE/NGL. Cette étiquette désigne *Le mouvement populaire contre l'Union européenne*, qui est une organisation transpartis dont le but est de « libérer le Danemark de l'Union européenne⁵ ». En fait, il s'agit d'une coalition autour du parti communiste du Danemark créée en 1972. Malgré son caractère « anti-européen » revendiqué, ce mouvement est représenté sans interruption au Parlement européen depuis 1979.

Le groupe a aussi des accords de coopération avec des partis dont certains ne sont pas représentés pour le moment au Parlement européen : la Gauche socialiste (SV) de Norvège, la Gauche/Déi Lénk du Luxembourg, le Parti suisse du travail, le Bloc de gauche (Bloco de Esquerda) du Portugal. Les deux premiers sont aussi le résultat d'une transformation d'anciens partis communistes. Le bloc de gauche

portugais est en revanche une coalition de partis anciennement maoïstes et trotskistes, alliés au Mouvement démocratique portugais de la Révolution des œillets de 1974, devenu Política XXI (Politique du XXI^e siècle) en 1994.

Cette brève présentation paraît illustrer à merveille la cartographie de l'extrême gauche la plus courante aujourd'hui⁶. Il y aurait d'abord les « composantes radicales » des anciens partis communistes dans les pays de l'ancien bloc communiste, dont beaucoup ont adhéré à l'Union européenne au cours des cinq dernières années. Un deuxième ensemble serait constitué par les partis communistes des pays occidentaux. Qu'ils aient ou non changé de nom, ils sont passés par une phase de « rénovation ». Dans beaucoup de pays, notamment le nord de l'Europe, ils ont été progressivement marginalisés mais leur posture très hostile à l'Union européenne leur a permis de revenir dans le jeu politique. Il y aurait enfin des formations d'origine diverse, des anarchistes aux trotskistes. Elles ont ou ont eu des députés européens en France et au Portugal notamment, qui se sont associés au groupe GUE/NGL, sans y adhérer pleinement.

Mais cette description serait incomplète si on ne faisait pas intervenir deux autres facteurs, directement liés au fonctionnement du Parlement et aux enjeux européens. Le premier tient au fait qu'un député européen isolé est à peu près totalement impuissant. De plus, l'adhésion à un groupe a une dimension utile sur un plan purement matériel. Ce facteur peut expliquer des adhésions en partie « techniques », comme celle des cinq députés de la liste LO-LCR à un groupe largement dominé par les communistes en 1999.

Le deuxième élément, plus important, est le fait que dès lors qu'il est question de l'Europe, il y a croisement de deux clivages différents: le clivage droite-gauche et le clivage fédéralistes-antifédéralistes (ou eurosceptiques ou souverainistes). Le premier de ces clivages est fortement affaibli au Parlement européen (et dans les instances européennes en général) par une sorte de cogestion qui s'est établie dès l'origine entre démocrates-chrétiens et conservateurs d'une part, socialistes et sociaux-démocrates de l'autre. Dans le contexte de la guerre froide, elle traduisait la volonté de privilégier la construction européenne et d'écarter ceux qui la contestaient, principalement les communistes (mais aussi

6. Voir par exemple la façon dont une chercheuse britannique présente cette question: Sarah Harrison, « Extrême gauche en Europe », dans Yves Déloye (dir.), *Dictionnaire des élections européennes*, Économica, Paris, 2005.

les gaullistes par exemple). Aujourd'hui, c'est le consensus autour de l'Europe libérale qui est une des clés pour comprendre le fonctionnement du Parlement européen. Ce qui explique des rencontres parfois improbables, au sein du groupe GUE/NGL. Le point commun est le refus de cette Europe-là. Ce qui pour les uns veut dire de l'Union européenne elle-même, pour les autres de « l'Europe telle qu'elle se construit ». Pour déchiffrer cette alchimie parfois subtile, nous avons posé quelques questions à Francis Wurtz, le président actuel de GUE/NGL.

Pourquoi avoir créé un groupe a priori aussi disparate ?

Dans les années 1990, il y avait deux groupes avec des communistes : la Gauche unitaire, les Italiens et les Espagnols principalement, et les autres, sous-entendu les sectaires, les Français et les Grecs. Ce fut une période noire. Notre obsession était de sortir de cette situation le plus vite possible. Nous avons donc beaucoup travaillé à réunir les deux groupes, mais sur une base d'ouverture et de rassemblement, avec un regard plus positif sur l'Europe, un regard critique sur le contenu mais positif sur la construction européenne. Quand je suis devenu président en 1999, j'ai dit : « Arrêtons de faire passer la ligne de démarcation entre les fédéralistes et les anti-fédéralistes. Ce n'est pas une ligne de démarcation pertinente. » Cela me paraissait indispensable pour consolider l'unité et le dialogue, ce qui est fondamental si on veut être dynamique dans cette Europe. Pour moi, la ligne de démarcation, c'est « prolibéral versus antilibéral ».

Il y a beaucoup de fédéralistes dans le groupe ?

Une moitié est fédéraliste et l'autre antifédéraliste. Les Espagnols et les Allemands sont spontanément fédéralistes, car leurs pays le sont. La question ne se pose pas pour eux. Les Suédois sont spontanément souverainistes. Ces différences apparaissent parfois là où on les attend le moins. Nous avons eu par exemple à discuter du statut des députés européens et notamment de leur rémunération. Actuellement, un député européen a le même salaire qu'un

député national de son pays. La majorité du Parlement voulait introduire dans le statut une référence à « la moitié des indemnités d'un juge à la Cour européenne de justice ». Cela représentait à l'époque la moitié de 75 000 francs, c'est-à-dire une augmentation de 30 % ! Quelqu'un a fait remarquer que dans les pays baltes, cela voudrait dire qu'un député européen gagnerait trois fois plus qu'un ministre, deux fois plus que le président de la République. Pour lui, ce n'était pas possible, une machine à corruption ! La discussion a été d'une vivacité incroyable. Un Allemand ne comprenait pas qu'il gagne plus que son collègue balte. « Nous sommes de gauche, c'est une question d'égalité ! » Un Suédois a dit au contraire : « Un député européen suédois ne peut pas gagner plus qu'un député national, sous prétexte qu'on est de gauche ! » En fait, on parlait donc moins du statut que de fédéralisme et d'antifédéralisme. Pour les uns, il fallait qu'il y ait égalité entre parlementaires européens, pour les autres entre parlementaire européen et national. Il s'agissait d'une question culturelle, qui n'est ni de droite ni de gauche !

Personnellement, je respecte le souverainisme des uns et le fédéralisme des autres. Pour moi, la construction européenne doit être une construction *sui generis*. Il s'agit donc de trouver une forme permettant d'articuler les expériences des uns et des autres de manière à ce que chacun puisse s'y sentir à l'aise. Cela veut dire qu'on ne peut plaquer ni l'exemple allemand ni l'exemple suédois sur l'Europe. Cette conception a constitué un premier élément d'apaisement et de compréhension mutuelle au sein du groupe.

Nous avons ensuite opté pour une définition « confédérale » du groupe. En clair, il n'y a pas de discipline de vote. Nous ne forçons pas un parlementaire à adopter une position qui n'est pas celle de son parti. Nous ne sommes cependant pas un groupe technique, une juxtaposition de chapelles. Nous cherchons à arrêter des positions communes, tout au moins convergentes. Cela suppose beaucoup de discussions politiques pour trouver des compromis qui soient légitimes pour les uns et les autres. En général, c'est en approfondissant les sujets qu'on y arrive. Si, après cela, une délégation estime ne pas pouvoir suivre le groupe, elle ne vote pas comme lui. C'est une règle fondamentale qui

permet de créer une atmosphère de travail qui n'existe dans aucun autre groupe.

Comment décririez-vous les composantes du groupe ?

Il y a les communistes et parmi eux les communistes traditionnels : les Grecs, les Portugais, avec beaucoup de prévention vis-à-vis de la construction européenne elle-même. Il y a aussi des partis communistes plus « ouverts » de ce point de vue, comme le PCF aujourd'hui. Il y a ensuite des partis partiellement issus de la tradition communiste. C'est le cas en Allemagne avec *Die Linke*. Pour d'autres, il existe une origine communiste très lointaine, comme le Parti de la gauche de Suède. Nombre de ses adhérents n'ont pas de culture communiste et n'ont pas l'intention de l'acquérir. Les rouges-verts danois ne sont pas du tout de tradition communiste. L'Alliance de gauche de Finlande est très pluraliste. Il y a depuis 2004 le Sinn Fein d'Irlande. Le Parti communiste de Chypre est un cas spécifique, il fait autour de 30 % des voix, il a gagné l'élection présidentielle. En plus de son orientation politique, il porte la question nationale dans le conflit avec la Turquie.

Toutes ces sensibilités travaillent ensemble, construisent une identité commune sur les questions sociales, écologiques, de solidarité, de démocratie, sur la militarisation dans le monde, sur la contestation de la dimension libérale et atlantiste des traités, etc. Ils le font le plus souvent avec les citoyens et les mouvements sociaux, notamment dans les forums sociaux. C'est vraiment une expérience politique majeure ! Ce n'était pas du tout évident et ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de conflit. Mais cela montre qu'on peut être ensemble dans un groupe parlementaire après avoir été en concurrence aux élections européennes.

Comment faire ainsi converger des gens différents mais qui ne se rejettent pas ? Le Sinn Fein est un exemple éclairant. Nous avons eu des contacts. Ils ont beaucoup discuté : « Les catholiques avec les communistes ! » Cela n'allait pas de soi. En fait, nous travaillons très bien ensemble. Le groupe représente donc une alliance très intéressante, non pas abstraite, mais à travers la confrontation à des enjeux concrets.

Dans ce tableau, comment se situe le Parti de la gauche européen ?

Cela n'a pas été facile. L'expérience de la Troisième Internationale a laissé des traces durables, notamment le rejet de toute idée d'un cadre contraignant qui mette en cause la souveraineté politique des partis nationaux. Mais nous avons voulu aussi que ce parti européen ne soit pas seulement la rencontre de partis communistes. Du coup, les partis communistes grecs et portugais ont dit : « Nous ne voulons pas en être. » Cela s'explique par le fait qu'il y avait deux partis grecs en concurrence et qu'il y a au Portugal un Bloc de gauche concurrent du parti communiste.

Ce parti ne se superpose donc pas au groupe parlementaire puisque des membres du groupe n'en sont pas membres. De même, la gauche verte nordique n'y adhère pas car, disent-ils, « Leur opinion publique ne comprendrait pas qu'ils fassent partie d'un parti européen. » Ici, c'est l'identité nordique qui prime à travers l'existence d'un « forum nordique »⁷.

Encadré : Les membres du Parti de la gauche européenne (2008)

Union européenne

Les partis communistes d'Autriche, de France, d'Espagne, de Wallonie (Belgique), les partis de la Gauche d'Allemagne, d'Estonie, du Luxembourg et de Suède, le parti du socialisme démocratique de la République tchèque, la Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie – Synaspismós de Grèce, le parti des travailleurs communistes de Hongrie – *Magyar Kommunisták Munkáspárt*, Refondation communiste d'Italie, le parti de l'alliance socialiste de Roumanie, la Gauche unie et alternative de Catalogne, la Gauche unie d'Espagne, le Bloc de gauche du Portugal, le Parti de l'alliance socialiste – Partidul Alianta Socialista de Roumanie.

Hors Union européenne

Refondation communiste de Saint-Marin, le Parti suisse du travail, le Parti de la liberté et de la solidarité – ÖDP

7. On peut objecter que c'est moins l'identité scandinave que le caractère fortement « souverainiste » de ces partis qui est en cause. Les partis conservateurs et sociaux-démocrates de ces pays adhèrent en effet aux partis européens correspondants. C'est même un Danois qui préside le Parti socialiste européen. Les partis communistes eux-mêmes ont été d'ailleurs les derniers à créer un parti européen, en 2004, bien après les démocrates-chrétiens, les libéraux ou les socialistes.

de Turquie, le Parti des communistes de la République de Moldavie – *Partidul Comunistilor din Republica Moldova*.

Observateurs

Une Autre gauche de Belgique, les partis communistes allemand, de Finlande, slovaque, de Bohême-Moravie (Rép. tchèque), le parti progressiste des travailleurs (AKEL) de Chypre, la Gauche rénovatrice communiste et écologique – AKOA de Grèce, le Parti des communistes italiens (PdCI), la Gauche européenne d'Italie, l'Alliance rouge et verte – *Enhedslisten – De Rød-Grønne* du Danemark, les Jeunes socialistes – *Młodzi Socjaliści* de Pologne. ■